



Le monde vu de Chine

Léon Vandermeersch

DANS **HÉRODOTE 2003/1 N°108** , PAGES 43 À 68
ÉDITIONS **LA DÉCOUVERTE**

ISSN 0338-487X

ISBN 2707139386

DOI 10.3917/her.108.0043

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-herodote-2003-1-page-43?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Le monde vu de Chine

Léon Vandermeersch *

Au tournant du xx^e au xxi^e siècle, un ressort événementiel à double détente a imprimé au cours de l'histoire une réorientation dont la direction est encore incertaine. La chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, a sonné la fin de la guerre froide et déclenché l'éclatement de l'URSS, paraissant consacrer la suprématie absolue des États-Unis, champions de l'ultralibéralisme le plus avancé ; mais les attentats du World Trade Center, le 11 septembre 2001, déchirant le manteau de l'invulnérabilité de ces mêmes États-Unis sur leur propre sol, ont précipité ceux-ci dans une politique antiterroriste ouverte à la coalition de tous les États prêts à œuvrer à la sécurité commune, y compris ceux que le tiers monde compte de moins démocratiques. Le pays qui pourrait profiter le plus des chances qu'offre cette conjoncture d'ouverture sur un rééquilibrage encore complètement aléatoire de la planète est la Chine. C'est que ces chances lui arrivent au moment où, dans la région du monde actuellement la plus dynamique, celle de l'Asie orientale, elle est en train de prendre la place du pays qui compte le plus. Il faut en effet reconnaître, au risque de choquer ceux qui se complaisent dans la politologie rassurante de Gerald Segal¹, que désormais le pays le plus influent à l'ouest du Pacifique n'est plus le Japon, mais la Chine. La formidable supériorité économique nipponne, exprimée par un RNB de 4 600 milliards USD en 2001, quadruple de celui de la Chine, de 1 100 milliards USD la même année – soit 35 990 USD par Japonais contre 890 USD par Chinois² –, est complètement occultée par la crise de croissance

* Directeur à l'École pratique des hautes études, V^e section.

1. Gerald SEGAL, « Does China matter ? », *Foreign Affairs*, septembre-octobre 1999.

2. Chiffres établis par la Banque mondiale, qui prend maintenant en compte, au lieu du PNB, un autre agrégat qui lui est à peu de chose près équivalent, le RNB (revenu national brut, calculé en faisant la somme de toutes les valeurs ajoutées par les activités productives de tous les résidents du pays, augmentée des produits fiscaux et diminuée des subventions). J'emploie l'acronyme USD pour le dollar des États-Unis, afin d'éviter l'ambiguïté du sigle \$ employé pour le dollar de Hongkong ou de Singapour aussi bien que pour le dollar américain.

qui frappe le pays depuis l'éclatement de la bulle financière en décembre 1989 par le mal de vivre qu'il continue désespérément d'éprouver dans ses rapports avec ses voisins asiatiques un demi-siècle après la fin de la guerre du Pacifique et par la constance de son renoncement à tout engagement militaire. La Chine, elle impressionne d'abord par l'énormité de sa population. Son presque milliard et demi d'habitants forme une masse constituée surtout de pauvres gens, et celle-ci pourrait facilement noyer d'émigrants toute la Sibérie orientale comme elle a commencé de le faire au Tibet ; et l'on sait comment sa diaspora perfuse tout le Sud-Est asiatique, pour ne rien dire de la Californie ou de la Colombie-Britannique. Elle impressionne ensuite par la vigueur de sa croissance économique : au taux annuel de 9,8 de 1985 à 1995, de 8,4 de 1996 à 2000, de 6,9 ensuite, selon une projection étalée jusqu'à 2010, année où son PNB rattraperait celui des États-Unis. Au XVI^e Congrès du parti communiste chinois (ci-après PCC), Jiang Zemin a fixé à la nation comme objectif de développement le quadruplement en 2020 du PNB de l'an 2000. Calculé en parité de pouvoir d'achat, le PIB chinois est déjà égal à celui du Japon en 1998⁴ ! Et la Chine inquiète parce qu'elle est le pays du monde aux changements les plus abruptes, les plus radicaux, les plus imprévisibles de tout le XX^e siècle. Aussi George Bush, en quête de consolidation de sa grande coalition, n'a-t-il pas hésité à ravaler toutes ses fulminations contre les fauteurs d'atteintes aux droits de l'homme pour se rendre, dès octobre 2001, à Shanghai, au sommet de l'OPEC, sans même faire le court détour d'une escale au Japon. Un an plus tard, il faisait même à Jiang Zemin l'honneur de le recevoir dans son ranch personnel de Crawford, Texas. Cependant, ce n'est pas seulement l'Amérique mais le monde, à commencer par ses propres voisins, que la Chine impressionne par sa puissance montante.

La Chine et ses voisins plus ou moins sinisés

Les voisins communistes

Et d'abord ses voisins communistes. La ligne chinoise dite d'une *économie socialiste de marché* est désormais admise partout chez eux. Même la Corée du Nord a fini par s'intéresser à cette ligne. La zone d'économie et de commerce libres créée en 1991 par Kim Il-Sung à Rajin-sunbon à l'imitation des zones économiques spéciales chinoises a vite tourné court, la reconnaissance de la Corée du

3. Émile LOUAPRE *et al.*, *Chine, Objectif Monde!*, Economica, Paris, 2001, p. 37-38 et p. 75-76.

4. *Ibid.*

Sud par Pékin en août 1992 ayant refroidi l'attrait des innovations chinoises pour les Nord-Coréens. Voilà pourtant que dix ans plus tard Kim Jong-Il, à la suite de la reprise du dialogue entre les deux Corées et à ses deux visites en Chine de mai 2000 et de janvier 2001, manifeste de nouvelles velléités d'approche de l'économie de marché. Le 1^{er} juillet 2002 est décidée en Corée du Nord la libération des prix et des salaires, lesquels sont immédiatement entraînés dans une hausse qui les multiplie de vingt à trente fois. Suit une dévaluation du won nord-coréen de près de 7 000 %⁵. En août, une délégation de huit hauts fonctionnaires de Pyongyang est envoyée en Chine pour un stage de trois mois dans les quatre grandes banques chinoises⁶. Puis, le 12 septembre 2002, est décrétée la création d'une zone administrative spéciale à Sinui-ju, gare d'arrivée de la voie ferrée reliant les deux Corées qui doit être rétablie à travers la ligne de démarcation et dont le prolongement transsibérien est projeté⁷. Aussitôt, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Zhang Qiyue, félicite la Corée du Nord de s'engager « sur la voie du socialisme aux caractéristiques chinoises ». La Chine est d'autant plus encourageante que, fournissant une bonne partie de l'aide alimentaire à la Corée du Nord et servant d'exutoire aux migrations de la faim qui en proviennent, elle est la première intéressée à tout ce qui peut remédier à l'effroyable crise économique du pays. Mais voilà qu'on apprend que Pyongyang a choisi comme commissaire chargé de la nouvelle zone un milliardaire chinois naturalisé hollandais, Yang Bing, et que les autorités chinoises ont fait arrêter celui-ci, soupçonné d'évasion fiscale et d'infraction aux règles du régime foncier chinois⁸. C'est que la Chine, si elle encourage les régimes asiatiques frères à suivre la voie chinoise, tient à rester maîtresse du jeu, surtout sur ses frontières, et n'a sans doute pas supporté que Pyongyang nomme Yang Bing sans la consulter. Par ailleurs, que Pyongyang fasse un pas sur la voie de l'économie socialiste de marché n'empêche pas Pékin, qui tient à ce que son environnement dans l'Asie du Nord-Est ne soit pas déstabilisé, de désapprouver la fabrication par la Corée du Nord d'une bombe au plutonium, comme Jiang Zemin l'a dit à Bush.

Le parti communiste vietnamien s'est rallié depuis beaucoup plus longtemps que le parti nord-coréen à la ligne économique chinoise. Dès le 6^e plénum de son IV^e Congrès de septembre 1979, il reconnaissait la nécessité d'un réajustement des principes de l'économie socialiste, et ouvrait au commerce et à la production privés les excédents de production et les marges de terres cultivables dépassant les

5. *Le Monde*, 15 août 2002.

6. *Financial Time*, 27 août 2002.

7. *Le Monde*, 27 septembre 2002.

8. *La Tribune*, 9 octobre 2002.

quotas et les limites fixés à l'emprise des coopératives. Le véritable tournant est pris au VI^e Congrès, en décembre 1986. Est alors nommé secrétaire général un homme du Sud, Nguyễn Van Linh, chargé de conduire la rénovation (*doi moi*), c'est-à-dire le développement de l'économie de marché et l'ouverture extérieure aux économies capitalistes. En 1988, les paysans reçoivent un droit d'exploitation de 99 ans sur les parcelles qui leur sont allouées. Dès 1989, la croissance du PIB vietnamien, nulle jusque-là, s'élève à 3,5 %, tandis que l'inflation retombe de 1 000 % à 33,8 % par an. Le VII^e Congrès du parti, en juin 1991, réaffirme qu'il faut donner la priorité au redressement de l'économie sur le développement du socialisme. En novembre de la même année, les relations diplomatiques entre le Vietnam et la Chine sont rétablies à la faveur d'une visite à Pékin du nouveau secrétaire général du parti, Do Muoi, accompagné du ministre des Affaires étrangères Vo Van Kiêt. Enfin au IX^e Congrès du parti, d'avril 2001, la direction communiste vietnamienne, ayant pris acte d'une croissance annuelle moyenne du PIB de 7 % au cours des cinq dernières années, consacre le principe d'une « économie de marché à orientation socialiste », reprenant presque mot pour mot la formule chinoise. Mais politiquement les relations sino-vietnamiennes, sous les apparences de l'amitié retrouvée, restent sujettes à beaucoup de nervosité. Les traités qui ont mis fin en décembre 1999 et en 2000 au long et épineux différend frontalier entre le Vietnam et la Chine auraient été payés par Hanoï, aux dires d'un jeune avocat vietnamien contestataire, Lê Chi Quang, arrêté depuis, d'un retrait de 4 à 5 km de la frontière terrestre aux confins de la province de Lang-Son, et de l'abandon de 10 000 km² du domaine maritime dans le golfe du Tonkin⁹. Un autre sujet de grande inquiétude pour les Vietnamiens est la poursuite par la Chine de la construction d'une série de barrages sur le Mékong, qui risquent de dérégler l'équilibre hydrologique de toute l'Indochine, sans parler de la question des archipels des mers du Sud. Aussi, pour éviter les tensions bilatérales, Pékin ne manque-t-elle pas de faire jouer le plus possible l'ASEAN dans ses relations avec Hanoï, nous y reviendrons.

Les voisins non communistes

Quant aux voisins non communistes de la Chine populaire, l'intensification de leurs relations économiques avec Pékin a considérablement modifié la nature des rapports politiques que la direction chinoise entretient avec eux. Du côté de Taïwan pour commencer, en dépit des dispositions restrictives qu'ont tenté de leur imposer les autorités taïwanaises, les investissements en Chine populaire en provenance de

9. *L'Express*, 24 janvier 2002.

l'île se sont élevés de 150 millions USD en 1989 à 32,3 milliards USD, cumulativement, en 2002. Le commerce bilatéral, chiffré à moins de 50 millions USD en 1978, atteindra sans doute le chiffre de 40 milliards USD à la fin de l'année 2002¹⁰. Du coup, la Chine populaire vient d'évincer les États-Unis comme premier client de Taïwan, en recevant en 2001 23,5 % des exportations taïwanaises contre 20,6 % pour les États-Unis¹¹. Le président Chen Shui-bian, après la victoire de son parti, le Parti démocratique progressiste (indépendantiste), aux législatives de décembre 2001, a d'ailleurs partiellement levé les restrictions aux relations commerciales sino-taïwanaises, autorisant désormais le commerce direct entre Taïwan et le continent. À l'occasion du nouvel an lunaire du 12 février 2002, pour la première fois 289 hommes d'affaires ont été autorisés à se rendre directement sur le continent à partir de l'île taïwanaise de Quemoy. De même, les trajets directs par-dessus le détroit seront autorisés pour le nouvel an lunaire suivant, celui de 2002.

L'arrimage économique de l'île au continent est devenu assez solide pour que Pékin ne se fasse plus trop de souci lors des poussées de fièvre indépendantiste de la direction taïwanaise. Quand le président Chen Shui-bian, qu'avait exaspéré le succès diplomatique qu'a représenté pour Pékin la reconnaissance de la Chine populaire par le micro-État de Nauru, a lancé le 3 août dernier la menace d'un référendum sur l'indépendance de Taïwan, Pékin s'est d'autant moins ému que la Constitution taïwanaise n'autorise pas le référendum – ce que le président lui-même ne pouvait bien sûr ignorer. Le vice-président Qian Qichen s'est même, en octobre, payé le luxe de déclarer que « nous faisons grand cas et respectons les vœux de nos compatriotes de Taïwan qui demandent d'être maîtres chez eux », ajoutant cependant que cela « diffère qualitativement des actions d'un petit groupe pour l'indépendance de Taïwan¹² ».

Avec le Japon, les relations de la Chine, dans l'ensemble exécrables jusqu'au début du XXI^e siècle, sont en train de prendre un tour nouveau. Jusque-là, rien de tout ce que les Chinois ont soutiré aux Japonais n'avait pu adoucir leurs sentiments nippophobes : 2 481,1 milliards de yen en aide officielle gratuite au développement (ODA, en termes japonais anglicisés) cumulée jusqu'à 2000 ; 123,3 milliards de yen de crédits sans intérêt et 650,7 milliards de yen de crédits à

10. Selon la conférence de presse donnée à Pékin le 30 octobre 2002 par Wang Liaoping, ministre du Commerce extérieur et de la Coopération économique, rapportée par l'agence Chine nouvelle le même jour.

11. *Chûgoku nenkan (Annuaire de la Chine) 2002*, Sôdosha, Tokyo, p. 64 et 68 (ci-après, la référence à cet annuaire sera donnée par la simple indication de *Nenkan* et de l'année).

12. RPC en date du 21 octobre 2002.

faible intérêt cumulés de 1979 à 2000 au titre de la coopération financière 124,4 milliards de yen de crédits cumulés au titre de la coopération technique pendant la même période¹³.

Trois raisons expliquent la persistance de cette nippophobie chinoise : la rémanence du souvenir des atrocités de la guerre sino-japonaise, les craintes qu'inspirent le renforcement et le redimensionnement de l'autodéfense du Japon, la méfiance que suscite l'alliance nippo-américaine. Voici pourtant qu'un nouveau contexte a commencé de prévaloir sur les vieilles inimitiés. À cet égard, est loin de manquer de signification l'extraordinaire engouement qui s'est emparé de la jeunesse chinoise pour les modes vestimentaires, les chansons, le style de la jeunesse japonaise. Dans l'autre sens, on notera la véritable révolution qui s'opère depuis peu dans les pratiques japonaises de protection spontanée du marché intérieur de la consommation courante. On assiste en effet actuellement à la pénétration massive de ce marché par les produits de consommation chinois. *L'Economist* du 28 juillet 2001 en donnait comme illustration l'exemple d'une compagnie japonaise de redistribution, la Past Retailing Company, qui s'approvisionne en faisant travailler 60 firmes chinoises, auxquelles appartiennent 80 usines dont les plus importantes font travailler quelque 10 000 ouvriers. Le Japon et la Chine sont en train de devenir des partenaires économiques de premier rang l'un pour l'autre, estime l'économiste en chef de Morgan Stanley pour l'Asie-Pacifique, Andy Xie¹⁴. Quant aux signes politiques du tour nouveau que prennent les rapports sino-japonais, ils ont marqué, par contraste avec la désastreuse visite officielle au Japon de Jiang Zemin en novembre 1998, celle du Premier ministre Zhu Rongji en octobre 2000. Non seulement celui-ci a tenu à exprimer ses remerciements aux Japonais pour leur aide financière à la Chine, mais il a également déclaré que si celle-ci avait beaucoup souffert du militarisme japonais, « le peuple japonais en avait souffert aussi, et qu'il ne fallait pas lui en imputer la responsabilité¹⁵ ».

L'ASEAN

En vérité, ce tournant s'inscrit dans un nouveau style de la diplomatie chinoise en Asie orientale, beaucoup plus ouvert, qui s'affirme depuis quelques années déjà. La Chine n'enferme plus ses relations internationales dans le cadre étiqué de traités bilatéraux, soit de coopération et d'amitiés avec les pays socialistes, soit

13. *Nenkan 2002*, p. 64 et p. 68.

14. Qui pense que la Chine remplacera bientôt les États-Unis comme première source d'importations pour le Japon (agence Chine nouvelle du 9 septembre 2002).

15. *Nenkan 2001*, p. 116-117.

de délimitation de frontières et de règlement de contentieux avec ses voisins plus ou moins amicaux. Elle joue désormais le jeu d'une puissance de premier rang qui ambitionne de peser de toute son influence au niveau des grands dossiers multilatéraux. Et pour point d'appui de cette pesée, Pékin a choisi l'ASEAN¹⁶, où elle pouvait compter sur la connivence des deux membres les plus influents de l'organisation, la Thaïlande et Singapour.

Résolument pro-occidentale, la Thaïlande n'en a pas moins cherché du côté chinois un contrepoids à l'influence vietnamienne en Indochine. Aussi s'est-elle dépêchée de normaliser ses relations avec la Chine populaire dès le 30 juin 1975, seulement deux mois et demi après la chute de Saïgon qui mit fin à la guerre du Vietnam. Elle est devenue, depuis lors, la meilleure alliée de Pékin au sein de l'ASEAN. L'influence fort discrète mais bien réelle des Thaïlandais d'origine chinoise n'y est sans doute pas pour rien. De 70 % à 80 % des parlementaires thaïlandais ont au moins un grand-parent né en Chine. Chuan Leekpai, deux fois Premier ministre (de septembre 1992 à juillet 1995 et de novembre 1997 à février 2001) descend d'une famille du Fujian. C'est avec la Chine (qui pourtant ne participe pas à la commission du Mékong de la Banque asiatique de développement) et le Myanmar que la Thaïlande a fondé au début des années 1990 la Coopération du Grand Mékong, ultérieurement élargie par la participation du Laos en Quadrilatère de croissance¹⁷. En outre, la Chine fournit abondamment à la Thaïlande du matériel militaire – chars, pièces d'artillerie, escorteurs navals – «à prix d'ami», et a signé avec ce pays en février 1999 un traité de commerce pour le XXI^e siècle qui est le premier du genre¹⁸. Elle va d'ailleurs réaliser, avec une aide de la Banque asiatique de développement, une route de 263 km reliant le Yunnan à la Thaïlande à travers le Laos¹⁹. En avril 1999, Jiang Zemin a été reçu en visite officielle à Bangkok avec une extrême chaleur par Chuan Leekpai, et l'année suivante, en octobre 2000, la reine Sirikit s'est rendue à Pékin pour la célébration du 25^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays. On notera de la part de Jiang Zemin, lors de sa visite de 1999 à Bangkok, un geste tout à fait inhabituel pour un dirigeant chinois dans le Sud-Est asiatique où, à l'égard des immigrés chinois, Pékin adopte en général un profil bas pour éviter de nourrir la méfiance de gouvernements en général fort soupçonneux à l'égard de cette immigration : il a profité d'un passage dans le quartier chinois de la ville pour lancer à la diaspora chinoise un appel à garder avec la Chine des relations privilégiées.

16. En français l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), mais que l'usage, respecté ici, désigne le plus souvent par son acronyme anglais.

17. *Nenkan 2001*, p. 283.

18. *FEER 2000*, p. 209.

19. *financial Times*, 15 octobre 2002.

Avec Singapour, pourtant aux trois quarts chinoise, les relations de la Chine ont d'abord été plus compliquées. En dépit de rapports établis de longue date « au plan de l'amitié », la ville-État a été le dernier des membres de l'ASEAN à reconnaître la République populaire – seulement le 3 octobre 1990. À cela une double raison : la détestation qu'inspire à Lee Kwan-yew l'idéologie communiste, et le souci de mettre en sourdine la sinité du pays aux yeux de ses alliés de l'ASEAN. Mais le ralliement de Pékin à l'économie de marché a fait tomber les préventions. Singapour s'est mise à investir énormément en Chine, notamment à Suzhou et Wuxi, qui lui doivent de se classer respectivement aux quatrième et cinquième rangs de la production industrielle parmi les provinces chinoises²⁰. Et les autorités chinoises ont d'elles-mêmes pris soin de baisser suffisamment le ton du compatriotisme chinois pour ne pas choquer les gouvernements indonésien, malais et philippin.

Après avoir accepté l'invitation à assister comme observatrice à la réunion au sommet de l'ASEAN de juillet 1991 à Kuala-Lumpur, la Chine, l'année suivante, cette organisation s'étant dotée d'une formation élargie aux ministres des Affaires étrangères des pays de l'Asie-Pacifique, l'ARF (Asian Regional Forum), a décidé d'y prendre part. Depuis, elle s'y est montrée de plus en plus active. C'est ce qui lui a permis, sinon de résoudre, en tout cas de geler à son avantage les contentieux qui l'opposent à tel ou tel des pays de l'ASEAN, et surtout celui qui touche à la souveraineté sur les archipels de la mer de Chine méridionale, en particulier sur les Spratlys, réputées situées dans un environnement pétrolifère. Les discussions sur ce dossier dans le cadre de l'ASEAN remontent à 1994. Elles ont au moins abouti à un « code de bonne conduite », signé à l'issue du sommet de Phnom-Penh de novembre 2002 par les dix membres de l'ARF. Ceux-ci ont également, à ce sommet, essayé de faire avancer les projets de resserrement des liens économiques entre les pays de l'ASEAN et la Chine. Bien que beaucoup de méfiance entre eux ait jusqu'ici réduit à peu de chose l'abaissement effectif des tarifs douaniers, l'engagement a été pris de parvenir à une libération complète des échanges en 2010. Le Premier ministre chinois Zhu Rongji en a profité pour proposer à ses homologues japonais et sud-coréens la constitution d'une autre zone de libre-échange sino-nippo-coréenne. En fait, les objectifs de la Chine dans le cadre de l'ARF sont plus diplomatiques qu'économiques. Il s'agit surtout pour elle de diriger la construction d'un nouvel ordre de l'Asie orientale sur des bases régionales relativement indépendantes de la *pax americana*. Ce serait l'une des pièces maîtresses d'un ordre mondial multipolaire que Pékin aspire à substituer à l'hégémonie des États-Unis. C'est dans cette perspective que la Chine, qui depuis 1997 a accepté de participer à des négociations quadripartites sur les affaires coréennes avec les

20. *Nenkan 2001*, p. 385.

États-Unis et les deux Corées, a commencé de faire glisser cet autre dossier vers la table de négociation de l'ARF, où la Corée du Nord dispose d'un siège d'observateur depuis juillet 2000. Les questions relatives à la péninsule, que l'aveu par Kim Jong-Il de la fabrication par son pays d'une bombe au plutonium vient de compliquer singulièrement, ont été discutées lors du sommet de Phnom-Penh, à huis clos, par les trois Premiers ministres de la Chine, du Japon et de la Corée du Sud.

L'autre Asie et le tiers monde

La Chine et le sous-continent indien

Pour ce qui est du reste du théâtre asiatique, le regard de Pékin s'est d'abord porté sur le sous-continent indien. Dans les années 1950, la Chine populaire a pu voir dans l'Inde un partenaire à sa mesure, et aussi convaincu qu'elle de l'urgence d'achever la décolonisation (surtout en Indochine) et la liquidation du post-colonialisme. Zhou Enlai et Nehru ont communiqué dans l'« esprit de Bandung ». Mais l'entente cordiale entre la plus grande des démocraties populaires et la plus grande des démocraties tout court n'a pas duré. La répression chinoise de la révolte tibétaine de 1959 a amené les troupes des deux pays au contact sur la frontière indo-tibétaine. Les frictions se sont multipliées, qui ont provoqué la guerre courte, mais sévère, de 1962. Depuis, la question des frontières sino-indiennes est restée pendante, et la question du Tibet s'est aggravée du fait de l'installation du dalaï-lama à Dharamsala. C'est ce qui a conduit la Chine à privilégier l'alliance avec le Pakistan, alliance qui avait aussi l'avantage de donner à la politique chinoise une tonalité pro-islamique que Pékin s'est plu à renforcer en prenant position pour la Palestine contre Israël, à l'époque où la Chine se voulait agissante dans un tiers monde dont les États arabes avaient pris la tête.

La Chine et l'Asie centrale

Cependant, depuis l'accès à l'indépendance des républiques ex-soviétiques d'Asie centrale en 1991, l'ouverture de l'espace centrasiatique, jusque-là complètement verrouillé, n'a pas manqué de susciter toute l'attention de Pékin. Pour des raisons de sécurité d'abord – le nationalisme des populations turcophones de la région pouvant faire cause commune avec les Ouïghours séparatistes du Xinjiang – mais aussi pour des raisons de stratégie face à la récente implantation de bases militaires américaines sur ce terrain, et pour des raisons économiques liées au commerce frontalier sino-centrasiatique et à l'intérêt de la Chine pour le pétrole

du bassin de la Caspienne. Le 26 avril 1996, la Chine a signé à Shanghai avec la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan – appelés depuis Groupe de Shanghai – un pacte de démilitarisation d’une zone de 100 km de large le long des 8 000 km de sa frontière avec ces cinq pays. Le 14 juin 2001, réunis de nouveau à Shanghai, ces cinq pays, auxquels s’était joint l’Ouzbékistan, ont décidé de renforcer ensemble la lutte contre le terrorisme, en établissant un centre antiterroriste à Bichkekek, capitale du Tadjikistan. En octobre 2002, l’armée chinoise effectuait des exercices combinés avec les forces kirghizes sur la frontière des deux pays, dans une section particulièrement difficile des Tianshan, à 5 000 m d’altitude – une première pour la Chine populaire, qui jamais jusqu’ici n’avait organisé de manœuvres militaires conjointes avec un pays étranger. Entre-temps, le commerce de l’Asie centrale avec la Chine était passé de 277 millions de dollars en 1992 à 950 millions en 1998, ce qui paraît peu de chose dans l’ensemble de l’économie chinoise, mais n’en est pas moins fort important pour la province pauvre du Xinjiang, qui bénéficie de 55 % de ce commerce²¹.

L’intérêt de la Chine pour l’Afrique, le Pacifique et l’Amérique latine

Au-delà de l’Asie, Pékin a gardé de l’époque de l’anti-impérialisme tous azimuts du maoïsme le souci de cultiver des relations amicales avec la totalité des pays du tiers monde, quel que soit leur régime. Depuis 1996, le ministre des Affaires étrangères chinois – à l’époque Qian Jichen, aujourd’hui Tang Jiaxuan – visite l’Afrique chaque début d’année²². L’attention que porte la Chine à plusieurs de ces pays tient en particulier à ce que s’y livre une lutte d’influence entre Pékin et Taipei pour la reconnaissance diplomatique : Taïwan est actuellement reconnue comme république de Chine par huit États africains, cinq États du Pacifique (après la défection de Nauru, qui vient de se rallier à Pékin) et quatorze États d’Amérique latine.

Le monde occidental

Cependant, depuis le grand tournant politique de la fin des années 1970, l’anti-impérialisme a été remplacé par l’*objectif monde*, pour reprendre le titre d’un excellent livre de trois praticiens des affaires chinoises²³. Ce que vise avant tout la

21. Mohamad-Reza DJALILI et Thierry KELLNER, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, p. 98 à 118.

22. *Kanran 2001*, p. 131-132.

23. Émile LOUAPRE, Jean-Michel PIVETEAU et Aldo SALVADOR, *Chine, Objectif Monde !*, *op. cit.*

Chine désormais, c'est le statut de grande puissance. Grande puissance « du milieu », au moins du milieu de l'Asie-Pacifique sinon du milieu de toute la planète. Et c'est avant tout sur les grandes puissances qu'elle porte son regard, un regard non dépourvu d'ambiguïté entre appréciation et dénigrement, partenariat et rivalité.

Chine-États-Unis

À commencer par la superpuissance américaine. Entre Pékin et Washington, depuis la fin de la guerre froide, les relations n'ont cessé d'osciller entre tension et détente, avec ou non réactivation du contentieux permanent qui existe entre elles, sur l'une ou l'autre des questions de Taïwan, des droits de l'homme, de la balance commerciale, de la prolifération et de la dissémination des armes de destruction massive et des missiles. Les deux moments les plus dramatiques ont été celui des tirs de missiles chinois d'intimidation par-dessus l'île de Taïwan, au large de Keelung et de Kaohsiung, juste avant les élections présidentielles taïwanaises du 23 mai 1996, avec riposte américaine par l'envoi sur zone de deux porte-avions accompagnés de leurs escorteurs ; puis celui du bombardement, réputé par erreur, de l'ambassade de Chine à Belgrade, le 7 mai 1999, par un avion américain de l'OTAN, avec riposte par le déclenchement d'émeutes contre l'ambassade et les consulats américains de Pékin, Shanghai, Canton, Shenyang et Chengdu (où le consulat fut incendié et détruit) et par la suspension par Pékin de tous les échanges concernant la défense et la sécurité avec les États-Unis au plus haut niveau.

Pour Pékin, la question la plus grave est celle de Taïwan. Il s'agit, pour les dirigeants chinois, de l'unité de la nation, dont le principe ne saurait souffrir la moindre atteinte par ingérence étrangère, même symbolique. C'est pourquoi les dirigeants chinois sont non seulement particulièrement attentifs aux livraisons d'armes faites par les États-Unis aux forces taïwanaises, mais aussi exaspérés par ce symbole minimal de reconnaissance que constitue l'octroi de visas aux dirigeants taïwanais lorsqu'ils voyagent aux États-Unis ou en transit par les États-Unis. La première fois que les autorités chinoises se sont livrées à un exercice balistique de missiles sur le détroit de Formose, avant celui qui provoqua la riposte américaine de 1996, c'était, en juin 1995, pour protester contre la délivrance d'un visa américain au président Lee Teng-Hui lui permettant de rendre visite à son ancienne université, celle de Cornell. Depuis, d'autres voyages de personnalités officielles taïwanaises bénéficiant du visa américain ont eu lieu, presque tous les ans, et Pékin n'a jamais manqué de protester, quoique sans réitérer la gesticulation balistique de 1995.

Quant au problème de déséquilibre commercial avec les États-Unis, il existe depuis longtemps et ne cesse de s'aggraver. Selon les statistiques américaines, le

surplus commercial chinois est passé de 3 milliards USD en 1988 à 83 milliards USD en 2000²⁴ ; il a même atteint le chiffre de 148 milliards USD en août 2002, la Chine étant devenue le troisième fournisseur des États-Unis, après le Mexique et le Canada mais avant le Japon²⁵. Les statistiques chinoises diffèrent très sensiblement : seulement 30 milliards USD de surplus en 2000²⁶, les relevés chinois faisant déduction de ce qui n'est que commerce indirect par Hongkong. En outre, la Chine excipe de sa condition de pays pauvre, justifiant plus d'ouverture de la part des pays riches, ajoutant qu'une part des importations américaines depuis son territoire provient d'entreprises américaines installées sur place et que l'avantage de prix qui favorise ces importations profite aussi aux consommateurs américains. Quoi qu'il en soit, le risque de rétorsion par non-reconduction du statut de nation la plus favorisée à la Chine, qui donnait lieu chaque année à d'âpres négociations, est désormais écarté, puisque la Chine a obtenu le 19 septembre 2001 de bénéficiaire de *relations commerciales normales permanentes* (la formule des RCNE ayant remplacé celle de la clause de la nation la plus favorisée). D'ailleurs, les Américains, en 2000, ont retiré de leurs investissements directs dans l'économie chinoise un revenu de 7,2 milliards USD, plus que dans aucun autre pays en développement²⁷.

Reste le contentieux sur les ventes chinoises d'équipements sensibles et sur le développement par les États-Unis d'un nouveau système de bouclier antimissile élargi, qui risque de devenir le point de désaccord le plus grave dans les années à venir. Il est vrai que la Chine a pris en 2002 un ensemble de dispositions portant sur le contrôle des exportations de matériel sensible ; mais en niant en avoir jamais vendu en enfreignant les engagements qu'elle avait pris, ce qui est fortement mis en doute par les États-Unis. Par ailleurs, en réponse à la reprise par l'administration Bush du programme dit « de la guerre des étoiles », la Chine affirme avoir la capacité de multiplier les fabrications de missiles intercontinentaux jusqu'à pouvoir déborder statistiquement le niveau d'efficacité maximum d'interception du meilleur des boucliers antimissiles²⁸.

Il n'empêche que, pour les dirigeants chinois, les États-Unis sont le modèle de puissance qu'ils voudraient que la Chine réussisse à incarner, ce qui introduit dans

24. Congressional Reports Service – Report IB91121, *China-US Trade Issues 2002*.

25. *Wall Street Journal*, 14 novembre 2002.

26. *Nenkan 2001*, p. 323.

27. David HALE, « Chief Global Economist : The Outlook for China Policy », *China Online*, Pékin, 14 août 2002.

28. Shen DINGLI, « Systèmes d'armes et politiques de désarmement », in François GODEMENT (dir.), *Chine États-Unis*, La Documentation française, Paris, 2001, p. 98.

leur vision de l'Amérique une dose d'admiration qui les conduit à mettre leur fierté à se sentir capable d'imiter les Américains partout où ils le peuvent. Quelle satisfaction, pour le Premier ministre Zhu Rongji, que d'avoir coupé l'herbe sous les pieds à l'ancien président de la Réserve fédérale, Paul Volker, dans les recommandations d'éthique professionnelle qu'il s'est fait un plaisir de dispenser aux experts-comptables lors de leur congrès mondial à Hongkong les 18 et 21 novembre 2002²⁹ ! Chacun sait d'ailleurs que l'ambition de tout étudiant chinois est d'aller faire des études aux États-Unis. Ce sentiment particulier d'amour-haine pour les Américains explique pourquoi, après les déchaînements de fureur qui ont suivi le bombardement de l'ambassade chinoise de Belgrade et la mort du pilote chinois victime de la collision avec un avion espion américain au large de l'île de Hainan le 1^{er} avril 2001, les autorités chinoises ont, à l'inverse, entièrement passé sous silence la découverte, en janvier 2002, d'une douzaine de micros cachés dans le Boeing 747-300ER commandé aux États-Unis par la présidence chinoise³⁰. Rien ne devait obscurcir le climat de la prochaine visite de Jiang Zemin chez Bush, d'autant que ce dont Pékin a présentement le plus besoin c'est de stabilité internationale, propice à la poursuite du développement économique chinois suffisamment menacé par les problèmes intérieurs.

Le risque d'une remontée de tension entre Pékin et Washington est venu du côté américain, les faucons ayant pris une influence prépondérante dans l'administration Bush. En juillet 2002, le rapport au Congrès de la US-China Security Review Commission ainsi que le rapport annuel du Pentagone sur les capacités militaires chinoises, qui insistaient sur les dangers que représente la Chine pour les États-Unis et recommandaient diverses mesures de restriction des avantages que lui accorde l'administration américaine, ont suscité de vives protestations de Pékin. Ce qui a changé la donne, c'est le poids des rapports personnels de George Bush avec les milieux chinois³¹. Aussi la réception de Jiang Zemin par le président américain dans son ranch personnel de Crawford, le 25 octobre 2002, a-t-elle

29. *Le Monde*, 20 novembre 2002.

30. *The Economist* n'écarte pas l'hypothèse d'une manipulation de « plombiers » chinois aux États-Unis, organisée par la faction chinoise hostile à Jiang Zemin (*The Economist*, 26 janvier 2002, p. 53).

31. David Hale, dans « Chief Global Economist: The Outlook for China Policy », *op. cit.*, indique que le père et l'oncle (Prescott) de George W. Bush ont beaucoup travaillé avec la Chine pendant toute une décennie, que c'est son oncle qui a créé la chambre de commerce US-China et qu'il est propriétaire d'un golf à Shanghai, que son père était si soucieux de bonnes relations sino-américaines qu'il a écrit à Jiang Zemin pour lui recommander d'encourager les comportements coopératifs chez les enfants. Il rappelle aussi qu'a été choisi comme nouvel ambassadeur des États-Unis à Pékin Clark Randt, ancien condisciple du président à l'université, avocat basé à Hong Kong parfaitement au fait des questions politiques, économiques et juridiques chinoises.

marqué les relations sino-américaines d'un moment quasi idyllique. Il faut dire que la chance de Jiang Zemin a été qu'advienne à ce moment-là la soudaine révélation de la possession par les Nord-Coréens de la bombe au plutonium, qui a éclipsé tous les autres sujets de discussion. Les deux présidents ont pu d'une seule voix déclarer œuvrer pour la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Dans la foulée était décidée la reprise en décembre 2002 des conversations militaires bilatérales qu'avait interrompues à nouveau l'incident de la collision aérienne d'avril 2001. On apprenait en outre que les Américains reconnaissaient comme terroriste le mouvement ouïghour indépendantiste, et qu'un bureau du FBI avait été ouvert à Pékin le 25 octobre.

Chine-Europe

Les Européens n'inspirent pas aux Chinois la même fascination. L'Europe attire bien moins que l'Amérique la jeunesse chinoise. Si, pour les dirigeants chinois, l'Union européenne est une carte à jouer contre l'hégémonisme des États-Unis, ce n'est pas une très bonne carte. D'abord parce que les Européens ne s'entendent pas assez entre eux pour pouvoir vraiment faire contrepoids à l'influence américaine ; ensuite parce que l'interventionnisme européen dans les Balkans est tout à fait contraire au dogme chinois d'absolue non-ingérence. La création, en 1996, à Bangkok d'un forum informel euro-asiatique, l'ASEM (Asia Europe Meeting), se réunissant tous les deux ans, n'a pas été de grande conséquence. L'accord sino-européen sur l'entrée de la Chine à l'OMC, signé le 19 mai 2000, a été plus laborieux et moins satisfaisant pour les Européens que, pour les États-Unis, celui qu'ils avaient signé le 15 novembre 1999. Bref, c'est surtout le commerce avec chaque État membre de l'UE qui intéresse Pékin, fort habile à mettre ces États en concurrence politico-commerciale entre eux. En 2001, ce commerce, dans les statistiques chinoises, se chiffrait globalement à 976 milliards USD – dépassant le niveau du commerce sino-américain (805 milliards USD) –, déficitaire pour l'Europe de 84 milliards, l'Allemagne y prenant la plus grande part (235 milliards) avec une balance excédentaire de 40 milliards³². Et pour ce qui est des investissements en Chine, l'UE, avec un total cumulé de 17,1 milliards USD en 1999, était alors presque au niveau des États-Unis, tout en étant devenu, en dehors de Hongkong, le plus gros investisseur étranger en Chine chacune des années 1997, 1998, 1999³³. La France, quant à elle, est en queue de l'Union, avec, pour le 1^{er} semestre 2002, 1 % seulement de son commerce extérieur réalisé avec la

32. Statistiques chinoises, *Nenkan 2002*, p. 329.

33. Jean-Michel PIVETEAU et Aldo SALVADOR, *Chine, Objectif Monde !*, op. cit., p. 15.

Chine, au prix d'un déficit commercial de 3,6 milliards d'euros, et 1 % du stock global des investissements étrangers dans le pays, où ne sont implantées que 500 entreprises françaises³⁴.

Chine-Russie

Beaucoup plus intéressante politiquement pour Pékin est la Russie, surtout depuis que Elstine, coupable d'avoir procédé à la liquidation du socialisme, y a été remplacé par Poutine. Pékin et Moscou sont sur la même ligne de désapprobation de l'intervention américano-européenne dans les Balkans, de fin de non-recevoir opposée à toute revendication de droits de l'homme et d'opposition aux nouveaux projets américains de bouclier antimissile. En outre, la Russie est la grande pourvoyeuse de la Chine en armements sophistiqués, notamment en sous-marins et en avions de chasse. Elle pourrait le devenir en énergie. La Chine a importé en 2001 le tiers de sa consommation de pétrole (65 millions de tonnes), qui augmente de 6 % par an pour une augmentation de sa production de 2 % seulement³⁵. La conférence des ministres de l'Énergie russe et chinois, tenue en mars 2000 à Pékin, a entériné un projet de pipeline d'Irkoutsk à Tianjin, et convenu de la participation chinoise à l'exploitation du gaz naturel de Sibérie, les Russes devant participer au développement du grand Ouest chinois³⁶.

Conscience d'être une grande puissance politique

En somme, la perspective chinoise sur le monde a bien évolué depuis la fin de la révolution culturelle. Ce qui la commande aujourd'hui, c'est le sentiment, exprimé par Deng Xiaoping en 1994, que « la Chine est devenue une grande puissance politique, mais qu'il lui reste à devenir, dans un futur pas trop éloigné, une grande puissance économique³⁷ ». Cette conscience d'être une grande puissance politique fait que la Chine se place d'elle-même, dans les affaires internationales, désormais sur le même plan que l'Amérique, l'Europe, la Russie et le Japon. Mais, encore insuffisamment développée, elle a besoin de paix pour poursuivre sa croissance économique. C'est pour mieux assurer la paix qu'elle préfère maintenant

34. *Revue de la presse chinoise* du poste d'expansion économique de la France à Hongkong, en date du 27 septembre 2002.

35. *Le Monde*, 31 octobre 2002.

36. *Nenkan 2001*, p. 126.

37. Rapporté dans un article de Liao Gailong dans un article du *Jiefangjun bao* du 4 janvier 1994 cité par KOJIMA Tomoyuki dans *Tô. A*, mars 1998, p. 8.

ancrer ses relations extérieures dans la multilatéralité plutôt que dans les accords bilatéraux, en poussant à l'émergence d'un monde multipolaire à la place de celui qui aujourd'hui est soumis à l'hégémonie américaine. Par ailleurs, la Chine ne néglige pas d'accroître l'image de grand pays qu'elle veut donner d'elle-même, en s'engageant dans des projets pharaoniques comme celui de l'immense barrage des Trois Gorges, sur le Yangtze, qui sera le plus puissant du monde. Haut de 177 m, conçu pour retenir un réservoir de 640 km de long quand il sera entièrement rempli en 2009, il coûtera 24 milliards USD. Deux des 26 turbines qu'il comportera commenceront à produire de l'électricité en août 2003, et deux autres en novembre 2003, ce qui permettra de fournir 5,5 milliards de kilowattheures à la Chine centrale et à la Chine orientale pour la fin de 2003. Mais plus d'un million de personnes ont dû être déplacées, dont 125 000 fort loin³⁸. C'est aussi le sens d'opérations de prestige très médiatiques qui peuvent paraître payées de coûts exorbitants par rapport à la pauvreté du niveau de vie de la plus grande partie de la population. Ainsi, après avoir accueilli les XI^e Jeux asiatiques en 1990, Pékin a déployé comme on sait tous les moyens possibles pour finir par obtenir les Jeux olympiques de 2008 ; et n'a pas hésité à mettre en jeu un budget de 2,5 milliards USD pour que Shanghai soit choisie comme site de l'Exposition universelle de 2010, ce qui lui est acquis depuis décembre 2002.

Qu'est-ce que la Chine offre au monde ?

La nouvelle sinophilie

Dans la région, la marche de la Chine vers l'objectif monde n'est pas sans inquiéter certains gouvernements ; mais elle inspire aussi le courant d'une nouvelle sinophilie, liée à la résurgence de l'asiatisme. Au XVIII^e siècle, l'esprit des Lumières en Europe projetait sur la Chine l'image fantasmée du despotisme éclairé. Aujourd'hui, aux yeux d'un Lee Kwan Yew, le développement de la Chine permet d'escompter que la mondialisation pourrait prendre une forme multipolaire dans laquelle l'Asie ferait contrepoids à l'Occident. Encore faut-il savoir sur quelle sorte de régime serait établie la contre-influence de la Chine face aux démocraties occidentales. Le régime chinois est-il en train de se transformer ? La Chine pourrait-elle devenir elle-même démocratique ?

38. Dépêche Associated Press de Dow Jones, à Pékin, en date du 4 septembre 2002, à l'occasion de la fermeture du canal de dérivation du Yangtze et du début du remplissage du barrage.

Y a-t-il une évolution démocratique de la Chine ?

Les informations quotidiennes qui transpirent sur ce qui se passe dans le pays au jour le jour donnent le sentiment que rien n'y change. Condamnations à mort³⁹, procès de dissidents, répression féroce du moindre signe d'opposition politique, musellement des organes de presse, fermeture de sites Internet et blocage de l'accès aux moteurs de recherche hors contrôle sont le lot habituel d'incidents que rapportent les journaux occidentaux, pour y dénoncer, à juste titre, des atteintes de tout genre aux droits de l'homme.

Les plus graves de ces atteintes sont celles dont sont victimes les non-Han des marches chinoises, Tibétains et Ouïghours. Au premier chef les Tibétains. On sait quelle répression s'est exercée sur eux de 1959 à la fin de la révolution culturelle : 1,2 million de morts (le cinquième de la population), destruction des trois quarts des 2 200 à 2 500 monastères construits au fil des siècles dans tout le Tibet, effectif des moines tombé de 120 000 à 10 000 personnes environ⁴⁰. Si, dans les années 1980, un assouplissement de la politique tibétaine de Pékin avait paru s'esquisser après la visite de Hu Yaobang à Lhassa en mai 1981, la loi martiale imposée dans toute la zone le 7 mars 1989 a relancé la frénésie répressive⁴¹. Victimes en second lieu des rigueurs du régime, les populations turcophones du grand Ouest chinois sont frappées par la répression qui vise les mouvements séparatistes ouïghours. En 1992, à Urumqi, pendant le ramadan, des émeutes se sont soldées par une cinquantaine de morts. En 1997, les 5 et 6 janvier, c'est Yining qui a été le théâtre d'émeutes ayant fait plus d'une centaine de morts et blessés. Pour leur malheur, des Ouïghours se sont retrouvés parmi les *taliban* prisonniers des Américains en Afghanistan, ce qui a permis à Pékin d'obtenir le classement par Washington des indépendantistes ouïghours parmi les mouvements terroristes.

39. Dans un livre sur Disidai (ou : *The Fourth Generation*) à paraître prochainement à New York, une personnalité de l'appareil, écrivant sous le pseudonyme de Zong Hairen, chiffre à 15 000 par an le nombre de condamnations à mort exécutées en Chine entre 1998 et 2001.

40. Claude B. LEVENSON dans *Le Monde* du 6 mars 2002, p. 18, et Fabienne JAGOU, « Politique religieuse de la Chine au Tibet », *Revue d'études comparées Est Ouest*, mars 2001, p. 36 et p. 39.

41. Toutefois, le dalaï-lama a indiqué aux reporters, au cours d'une visite à Dehra Dun (à 225 km au nord de New Delhi) le 28 octobre 2002, que des signes d'une volonté de Pékin de trouver une solution au problème tibétain étaient apparus ; que deux délégués, envoyés par lui en septembre à Pékin, y avaient rencontré Wang Zhaoguo, membre du Comité central, président du groupe de recherche sur les théories du Front uni. Il est possible que la direction chinoise cherche, en effet, à s'arranger avec le dalaï-lama actuel, aujourd'hui âgé de soixante-sept ans, avant de se trouver en face de son successeur, qui pourrait ne plus admettre le principe d'une simple autonomie du Tibet et vouloir l'indépendance pleine et entière du pays.

Cependant, mis à part la situation des minorités qui ont la malchance de vivre dans les régions frontalières sensibles, pour le citoyen chinois ordinaire, de l'époque de Mao Zedong à celle de Jiang Zemin la vie a considérablement changé. N'a-t-on pas pu entendre, même au Congrès américain, un représentant témoigner que « des progrès ont été faits au cours des vingt-cinq dernières années des libertés individuelles ont été accordées, la prospérité s'est accrue et on a pu voir des centaines de millions de Chinois se moderniser et se connecter au reste du monde ⁴² ». Le fait est que, tout en continuant à contrôler drastiquement la sphère publique de la vie sociale, le pouvoir s'est maintenant désinfiltré de la sphère privée. Mais le pouvoir lui-même a-t-il changé ?

Une perspective sur l'évolution possible du régime

À l'issue du XVI^e Congrès quinquennal du PCC, tenu, avec 2 120 délégués, du 11 au 14 novembre 2002, toute la presse occidentale a souligné d'une seule voix que rien n'avait changé en Chine dans le processus d'autorenouvellement de la dictature du parti : mise au point préalable de la recomposition des instances dirigeantes dans le plus grand secret, intronisation sans surprise des nouveaux dirigeants par des votes unanimes, façade d'unité parfaitement lisse entre ceux-ci, quels que puissent être les antagonismes entre des hommes comme Hu Jintao et Zeng Qinghong. Pouvait-on s'attendre à autre chose ? Fausse surprise qu'il n'y ait pas eu de surprise !

Et pourtant, ce serait être singulièrement myope que de ne pas voir ce qui distingue le régime chinois d'aujourd'hui de celui de l'époque maoïste. Il est vrai qu'il s'agit d'un changement à une autre échelle de temps et à un niveau d'une autre profondeur que ce qui se passe en surface, d'un congrès à l'autre. C'est en prenant la véritable mesure de ce qui bouge en Chine que le bon expert qu'est Kei Amako, professeur à l'université d'Aoyama gakuin à Tokyo, relève comment, si règne toujours en Chine la dictature du parti unique, la nature de cette dictature est incontestablement en train d'évoluer. Analysant cette évolution tout en prolongeant la ligne sur les dix prochaines années, le sinologue japonais envisage la possible démocratisation du régime en cinq étapes. Si le régime chinois est toujours celui de la dictature d'une minorité constituée en élite dirigeante structurant le parti, la nature de cette dictature même a déjà changé. Ce qui a caractérisé la première période du communisme chinois, de Mao Zedong à Deng Xiaoping, c'est que l'élite dirigeante, conduisant le parti unique dictatorial, s'était spontanément placée sous la direction d'une personnalité charismatique, « un empereur » :

42. Earl BLUMENAUER, cité par Elisabeth Economy dans *Chine États-Unis*, op. cit., p. 55.

d'abord Mao, puis Deng. Cette période est aujourd'hui dépassée et une deuxième étape, actuellement en cours, est caractérisée par le fait que l'élite dirigeante du parti unique dictatorial se donne maintenant à elle-même une direction collégiale, comme en témoigne la pratique de Jiang Zemin de ne prendre de décisions que concertées avec les hautes instances du parti. La prochaine étape, la troisième, devrait être celle d'une démocratisation interne de l'élite dirigeante elle-même, sans que se relâche la dictature du parti unique, cette démocratisation s'effectuant par l'extension du système d'élection directe, déjà instauré pour les comités villageois, aux assemblées de district et aux assemblées provinciales. La quatrième étape, à l'horizon de la prochaine décennie, verrait l'émergence d'un quasi-pluralisme, résultant de l'arrivée à l'Assemblée nationale, par des élections encore plus ou moins contrôlées par le parti, de représentants de la nouvelle bourgeoisie des régions les plus avancées, les régions côtières. Enfin l'étape finale, la cinquième, connaîtrait la mise en place d'un véritable pluralisme démocratique, marqué par le renversement de la hiérarchie parti > armée > État en hiérarchie État > armée > parti⁴³.

La Découverte | Téléchargé le 06/06/2026 sur <https://sds.cairn.info> (IP: 216.73.2.16:36)

Transformation de la société chinoise

Que l'époque des grands timoniers soit bien finie, c'est ce qui ressort des déclarations faites au président du Venezuela Hugo Chavez le 25 mai 2001 par Li Ruihuan, membre du Bureau politique et président de la Conférence politique consultative du peuple chinois, expliquant longuement que « nous n'avons pas besoin d'empereur ». Mais il y a plus. Le parti monolithique est de moins en moins adapté à une société qui se diversifie rapidement.

Diversification par l'accentuation des inégalités sociales, d'abord. La *Revue de l'industrie et du commerce chinois* (*Zhongguo gongshang shibao*) classe, pour l'année 2000, les plus riches patrimoines chinois de 1,9 milliard USD, en tête, à 42 millions USD, au 50^e rang⁴⁴. Le coefficient Gini (qui mesure statistiquement

43. Kei AMAKO, « Nijūichi seki saishō no jūichi nen no Chūgoku », *East Asia To-A*, 2001, n° 4, p. 36-37.

44. Le classement de la revue *Forbes* pour 2002 place en tête, pour la Chine, Larry Rong, 60 ans, fils unique du président de la Citic Pacific, Ltd, dont la fortune est évaluée à 780 millions USD, puis Xu Rongmao, promoteur immobilier dont la société possède les appartements les plus chers du quartier de Pudong, à Shanghai. Quant aux frères Yang, tous deux sous le coup de redressements fiscaux, Yang Bin (qu'avaient recruté les Nord-Coréens pour diriger leur nouvelle zone spéciale de Sinui-ju), sa fortune était estimée à 900 millions USD, et celle de Yang Rong à 840 millions USD.

les inégalités de 0 à 1) est passé, dans les statistiques officielles chinoises, de 0,2124 dans la Chine rurale et 0,16 dans la Chine urbaine en 1978 à 0,3361 dans la Chine rurale et 0,295 dans la Chine urbaine en 1999, année où il est chiffré 0,386 globalement pour tout le pays. La Banque mondiale chiffre ce coefficient globalement à 0,42 pour 2001, alors qu'on estime à 0,4 le seuil critique dont le franchissement expose aux désordres sociaux⁴⁵.

Diversification dans la structuration même de la société, ensuite. Le directeur du Centre d'études chinoises de l'Académie des sciences sociales, Hu Angang écrit dans un ouvrage récent, *Les Concepts stratégiques chinois*, que la Chine d'aujourd'hui n'est pas seulement celle d'un pays, deux systèmes, mais celle d'un pays, deux systèmes et quatre sociétés: la société du secteur agricole, la société du secteur industriel, la société du secteur des services et la société du secteur intellectuel, cette dernière rassemblant les professions techniques, enseignantes, médicales, financières, entrepreneuriales et du service public⁴⁶. L'encadrement général par le parti unique ne peut empêcher cette diversification sociale de plus en plus marquée. La Chine n'en est plus au temps où pouvait être liquidé tout ce qui ne rentrait pas dans le moule coercitif prolétarien; le pluralisme ne peut plus être gommé de la société dans laquelle il s'inscrit, et désaccorde celle-ci d'avec le parti. Aussi constate-t-on que, même si le parti maintient ses effectifs – 67, 5 millions (soit 5,2 % de la population) au 1^{er} juillet 2001 –, le flux des adhésions de jeunes se ralentit. Il est intéressant de noter que l'effectif total des huit petits partis vestigiaux, dits *partis démocratiques*, continuant d'exister pour la forme, sous la direction du parti communiste, est passé de 65 000 membres en 1979 à 130 000 en 1983 et à 580 000 aujourd'hui⁴⁷. En outre, de multiples courants religieux ou parareligieux plus ou moins ésotériques attirent ceux qui se détournent d'une idéologie complètement décrédibilisée. L'exemple le plus spectaculaire en est le mouvement de l'Ascèse de la roue de la loi (*Falungong*), qui, à la veille de son interdiction le 15 août 1999, avait plus d'adeptes que le parti ne compte de membres: 70 millions (les autorités n'en comptant que 2 millions)⁴⁸.

45. Ces chiffres sont rapportés par Masaharu HISHIDA, *Tô. A*, janvier 2002, p. 59-60.

46. *South China Morning Post*, 5 février 2002.

47. Les chiffres pour 1979 et 1983 sont donnés par Tomoyuki KOJIMA, *Tô. A*, janvier 2000, p. 42. Le chiffre actuel m'a été fourni par un correspondant chinois.

48. James TONG, « An Organizational Anaysis of the Falun Gong... », *The China Quarterly* 171, septembre 2002, note 1.

Les trois représentativités

C'est par nécessité de prendre en compte cette évolution que le XVI^e Congrès a entériné le principe des *trois représentativités* défendu par Jiang Zemin. Ce principe, substitué à celui de la spécificité prolétarienne du parti, fait de celui-ci le représentant des *forces productives les plus avancées*, des *orientations culturelles les plus avancées* et des *intérêts du peuple les plus fondamentaux*. Cela signifie que le PCC, tout en gardant la forme d'un parti léniniste, n'a plus du tout de contenu léniniste. Le signe patent de cette véritable révolution à l'envers est l'ouverture du parti aux grands entrepreneurs privés. Déjà parmi les délégués au XVI^e congrès, les observateurs ont relevé la présence d'une dizaine de ceux-ci, représentant un groupe de Wuxi fabricant de câbles (un certain Sun Shenlin), un groupe textile du Jiangsu (un certain Zan Shengda), une société immobilière de Chongqing (un certain Sun Shenlin), etc.

Verra-t-on un jour un évêque de l'Église catholique patriotique membre du parti ? Jiang Zemin, dans un discours prononcé dans le cadre d'une conférence sur la religion tenue les 10, 11 et 12 décembre 2001, a indiqué qu'il fallait reconnaître l'importance sociale de la religion et l'action positive des croyants pour l'unité nationale et la paix dans le monde. Tous les membres du Comité permanent assistaient à cette conférence. Sans doute s'agit-il surtout d'un contre-feu dirigé contre le *Falungong*. Mais comment ne pas trouver extraordinaire que l'un des vice-directeurs du Bureau gouvernemental de la réforme des structures économiques, Pan Yue, écrive à cette occasion que le parti devait construire de « nouveaux rapports avec la religion », dans l'esprit de sa complète transformation de *parti d'organisation révolutionnaire en parti dirigeant*⁴⁹ ?

Introduction de la procédure d'élection directe libre dans le régime

Par ailleurs est apparue, dans les années 1980, une tendance à l'extension de la procédure d'élection directe et libre à partir d'une évolution des pratiques en cours au niveau des villages. Les comités de villageois, mis en place depuis 1983 pour suppléer à la disparition des organes des communes populaires, sont élus par les habitants. Mais les élections qui y pourvoient n'ont pas manqué d'être, dans un

49. Voir l'éditorial de Franck CHING dans le *South China Morning Post* du 15 février 2002. Elisabeth ROSENTHAL, dans le *New York Times* du 8 octobre 2002, rapporte que ces dernières années des centaines d'églises catholiques ont été construites dans le Hebei central, et que l'on assiste à une réapparition ouverte de pratiques religieuses catholiques jusque-là clandestines. On estime à 12 millions le nombre des catholiques chinois, dont la moitié pour l'Église souterraine.

premier temps, placées entièrement dans les mains des comités du parti chargés de les organiser. Par la suite, cependant, le parti lui-même a préféré ce qu'on a appelé des *élections de pleine mer (haixuan)*, devenues la norme par une décision du Comité permanent de la 9^e Assemblée nationale de novembre 1998 : assemblées générales des villageois suscitant eux-mêmes de multiples candidatures, vote à bulletins secrets, comptage transparent des voix. Ces dispositions visaient surtout à émousser le mécontentement paysan à l'encontre du parti qui mettait partout en place des hommes à lui se révélant souvent avides et corrompus. Mais elles ont influé même sur les élections internes du parti : dans beaucoup de localités, les villageois furent invités à donner leur avis sur les candidatures aux comités locaux du PCC par des votes appréciant l'intégrité et la valeur des candidats. On a vu de ces comités locaux, décrédibilisés par les comités de villageois, perdre toute capacité d'agir⁵⁰.

Fin 1998 eurent lieu quelques tentatives, vite stoppées il est vrai, mais significatives, d'organisation d'élections directes à l'échelon de l'administration cantonale (*cantons et bourgs*). Sur un autre plan, les assemblées populaires locales, à l'origine organes purement techniques entérinant la gestion des fonctionnaires de l'administration aux ordres du parti, ont depuis quelque temps pris le rôle d'un pouvoir plus réellement séparé de l'exécutif et hésitant moins à vraiment contrôler⁵¹ celui-ci. Cette évolution, comme celles des pratiques électorales, a été suscitée par le parti lui-même, découvrant l'avantage de disposer de meilleurs pouvoirs de contrôle, en particulier pour lutter contre la corruption. Ce sont là des signes du passage à ce que Kei Amado prévoit comme la troisième période de l'évolution du régime chinois, celle d'une démocratisation des comportements internes de l'élite communiste dirigeante.

Démocratisation, donc, nullement du fait d'un grand élan populaire antidictatorial, mais par la prise de conscience technocratique, à l'intérieur du parti, de ce que peut faire gagner au régime plus de lubrification démocratique dans la gestion des affaires. Le changement de génération entre ici en jeu. L'élite constitutive du PCC est maintenant composée de communistes de la quatrième génération. Elle ne compte plus aucun héros de la Longue Marche, mais de plus en plus de technocrates, sélectionnés dans l'immense vivier des Chinois instruits, pour leurs réelles capacités à gérer, administrer, diriger. En 2000, sur les sept membres du bureau permanent du Comité central, six étaient ingénieurs et le septième architecte ; les neuf membres du nouveau bureau élu au XVI^e Congrès sont tous les neuf

50. *Nenkai 2002*, p. 79-80.

51. Young NAM CHO, « From Rubber Stamps to Iron Stamps... », *The China Quarterly* 171, septembre 2002.

ingénieurs⁵². En 1978, 26 % seulement des membres du Comité central avaient reçu une éducation secondaire⁵³. Dans le nouveau Comité central élu au XVI^e Congrès, ils sont 98,6 %⁵⁴.

Sociétés asiatiques et sens de la *communitas*

Faut-il pour autant attendre que la Chine s'aligne progressivement sur l'Occident en adoptant un peu à la fois ce qu'y est devenu le libéralisme ? Le principal effet collatéral des attentats du 11 septembre a été de remettre en question la bonne conscience occidentale, face au triste état du monde dont la brutale montée de la fièvre terroriste était le révélateur. Du coup, à l'extérieur de l'Occident, l'invocation par les Américains de la défense des droits de l'homme, qui appuie le plus souvent leurs interventions un peu partout dans le monde, est apparue comme un simple trompe-l'œil de l'hégémonisme. Si c'est là ce que valent les droits de l'homme à l'occidentale, n'est-on pas conduit à reprendre à nouveaux frais la question des valeurs asiatiques, que sa manipulation comme arme de défense tactique des autoritarismes en place dans l'Asie sinisée avait, à juste titre, exposée à une fin de non-recevoir dans les années 1990 ? Quel est le fond du problème ? De savoir si la construction de la démocratie, dans les pays de culture chinoise, est compatible avec une tradition éthique profondément différente de celle des pays occidentaux, inventeurs des régimes démocratiques. En quoi consiste donc cette différence ? Essentiellement en ceci que l'espace social, dans les pays sinisés, a été et demeure fortement polarisé par le sens de la communauté, alors que l'Occident a, au contraire, entièrement perdu le sens des valeurs communautaires.

Ce sont les racines mêmes de l'être-ensemble qui ont été détruites au cours du développement de la pensée politique occidentale, comme le montrent les remarquables analyses de Roberto Esposito⁵⁵. La *communitas*, rappelle Esposito, *lie (cum)* par le *don (munus)* et le *devoir (onus)*. Elle est « l'ensemble des personnes unies non pas par une "propriété" mais très exactement par un devoir, par une dette ». Or, ce sens de la communauté authentique a été dialectiquement nié, surtout depuis Hobbes, par une hyperbolisation du concept de contrat, placé au

52. Cheng LI, *China's Leaders The New Generation*, Rowman & Littlefield, New York, 2000, p. 25, et *The Economist* du 23 novembre 2002, p. 56.

53. Cheng LI, *ibid.*, p. 38.

54. Dépêche de Pékin reprise par la *Revue de la presse chinoise* du poste économique français de Hong Kong du 14 novembre 2002.

55. Roberto ESPOSITO, *Communitas*, Collège international de philosophie, PUF, Paris, 2000, p. 14-34 (et la préface de Jean-Luc Nancy, p. 3-10).

fondement de la société. Le contrat, en effet, est essentiellement l'instrument qu'utilise l'individu pour garantir sa *propriété*, pour *s'immuniser dans ce qu'il a de propre*. Dès lors, ce sont les valeurs de l'*immunitas* – on sait l'importance prise aujourd'hui par la catégorie d'immunité à partir de son acception en médecine – qui sont substituées à celles de la *communitas*. Tandis que le sens de la communauté est de rompre les barrières de l'identité individuelle, l'immunité au contraire reconstruit ces barrières. Elle a même, en Occident, ramené l'idée de liberté à celle d'autonomie, d'indépendance, d'exemption, de garde contre les autres, qui ne se décline que négativement, alors qu'originellement la *libertas* est l'idée d'une inflorescence, d'un accroissement de ce que nous avons en commun. D'où vient que le communautarisme, tel que l'entendent les idéologues occidentaux d'aujourd'hui, est en vérité parfaitement anticommunitaire, n'est qu'une *immunitas* non pas niée mais simplement élargie de ce qui m'est propre à moi à ce qui m'est propre avec la collectivité spécifique dont je fais partie, n'est qu'un individualisme corporatiste.

À ce communautarisme occidental de la fermeture individualiste est totalement opposé le sens chinois d'une communauté fondée sur l'extraversion systématique des rapports familiaux, si ouverte qu'elle s'étend à tout le tissu social. En effet, si le paradigme du lien communautaire est, dans la tradition chinoise, la parenté, c'est en tant que celle-ci est susceptible d'extension indéfinie à autant de degrés qu'on veut. Sans doute la parenté, au-delà d'un certain degré, devient-elle trop ténue pour rester porteuse de sociabilité. Mais là le ritualisme chinois supplée à l'effacement de la parenté effective par l'ourdissement de quasi-parentés de toutes sortes : même origine provinciale, même profession, même établissement scolaire fréquenté autrefois, etc. C'est parce que ces réseaux de relations – en chinois les *guanxi* (aujourd'hui pervertis par la corruption en réseaux mafieux) – sont chargés, par la polarisation communautaire de l'espace social, de multiples courants de devoirs réciproques spécifiques qu'ils diffèrent de ceux qui rapprochent les individus par simple contiguïté dans l'espace social individualiste. Qui plus est, la structuration sociale qu'ils opèrent, savamment calculée par le ritualisme, est bien plus élaborée que ne le sont les structures familiales et claniques des sociétés traditionnelles occidentales. C'est pourquoi la mutation des sociétés traditionnelles d'Extrême-Orient en sociétés industrielles a pu s'effectuer avec conservation, *mutatis mutandis*, de l'esprit de communauté qui les caractérisait. Ainsi la société japonaise d'aujourd'hui reste-t-elle profondément marquée par cet esprit tout en étant aussi avancée que les sociétés américaine ou européenne.

Peut-on croire que l'humanisme de la tradition communautaire ouverte des pays sinisés soit fermé à l'universalité des droits de l'homme ? Que paradoxalement celle-ci soit spécifique de l'individualisme fermé de la culture occidentale ? « Pour l'homme de bien qui ne faillit pas au respect et traite autrui selon les rites,

lit-on dans les entretiens de Confucius, entre les quatre mers tous les hommes sont frères. » *Entre les quatre mers tous les hommes sont frères* est une maxime que personne n'ignore d'un bout à l'autre du monde sinisé. Sans doute l'histoire de l'Asie orientale révèle-t-elle surtout l'écart qui s'est beaucoup creusé entre ce principe et les pratiques du pouvoir. Mais le principe n'a cessé d'être réaffirmé tout au long d'une grande tradition de remontrances adressées par les grands lettrés, au péril de leur vie, au pouvoir impérial irrespectueux de la valeur typiquement confucéenne d'*humanité (ren)*. Pour n'en prendre qu'un seul exemple, citons le *Programme pour sortir de l'obscurantisme (Mingyi daifang lu)*, rédigé en 1662, en pleine époque des Lumières en Europe, par Huang Zongxi (1610-1695)⁵⁶. Aujourd'hui, les héritiers de Huang Zongxi s'appellent Li Zhengtian, Wei Jingsheng, Liu Bing Yan, Chai Ling, Bai Meng, Zhang Boli, Wang Dan, et l'on peut voir une réplique de son *Programme* dans le manifeste placardé sur le mur de la démocratie en 1974 sous le titre de *Démocratie et légalité socialiste*⁵⁷.

Un style sinisé de démocratie ?

Dans le monde sinisé, la reformulation de l'antique principe confucéen d'*humanité (ren)* en termes de démocratie moderne ne scelle pas la perte du sens communautaire du lien social. Démocratie, oui ; mais individualisme paroxystique des

56. Voir la traduction anglaise par W. T. DE BARY, sous le titre de *Waiting for the Dawn : A Plan for the Prince*, Columbia University Press, New York, 1993. Pour W. T. de Bary, les points essentiels de la doctrine exposée dans ce traité sont les suivants : 1) structuration des rapports sociaux par la loi et non pas seulement par la morale ; 2) abrogation des principes dynastiques, établis dans le seul intérêt de la famille impériale ; 3) établissement d'une limitation constitutionnelle des pouvoirs de l'empereur ; renforcement des contre-pouvoirs des lettrés (Larry DIAMOND et Marc F. PLATTNER, *Democracy in East Asia*, The John Hopkins University Press, Baltimore-London, 1998).

57. Li Zhengtian est, avec ses deux amis Yi Yang et Xi Zhe, tous trois ex-gardes rouges – ils ont réuni leurs trois noms dans le pseudonyme de Li Yizhe –, l'auteur de *Démocratie et légalité socialiste* (traduction française par un collectif de traducteurs, sous le titre de *Chinois, si vous saviez*, Christian Bourgois, Paris, 1976), qui, diffusé en 1974 en affiches murales et en copies circulant sous le manteau, est le premier manifeste de dissidents lancé après la révolution culturelle. Wei Jingsheng est le plus célèbre des dissidents chinois, inventeur du slogan de la cinquième modernisation (la modernisation démocratique, réclamée en plus des modernisations de l'agriculture, de l'industrie, de la défense et de la science et technologie auxquelles appelait Zhou Enlai dans son rapport de janvier 1975 à la 1^{re} session de la 5^e Assemblée nationale – tenue après dix ans d'absence d'Assemblée nationale pendant la révolution culturelle), interné trois fois de suite, en tout vingt ans, en camp de travail, aujourd'hui aux États-Unis. Les autres noms sont ceux de dissidents d'après les événements de la place Tian'anmen (1989), actuellement aux États-Unis.

sociétés occidentales, non. Sans doute fallait-il, dans les pays de tradition confucianiste, libérer l'individu de l'étouffement par un familialisme rendu écrasant par l'ordre social ultra-rigorisiste du néo-confucianisme. Mais personne n'y est parvenue nulle part à prendre pour humanisme la déconstruction pure et simple de toute norme sociale par le sociologisme négatif régnant en Occident, qui impute à la société la responsabilité de tous les désordres et érige la transgression en mère de toutes les valeurs. Il faut se demander si, dans les pays sinisés de régime plus ou moins musclé, la demande de plus de démocratie n'est pas freinée par la hantise de ce que Pierre Legendre appelle la *débâcle normative occidentale*⁵⁸. C'est en tout cas sur cette hantise que le régime de Singapour joue le plus volontiers pour légitimer son autoritarisme. C'est elle qui alimente le meilleur fonds de propagande anti-occidentale du post-totalitarisme de Pékin, qui a malheureusement pour effet de pervertir le débat périodiquement repris par le PCC sur les « valeurs spirituelles » en en falsifiant les termes.

Dans le nouveau monde sinisé, un nouveau style de démocratie va-t-il émerger par la réinvention originale du meilleur des traditions culturelles asiatiques ? Ou bien, minés par l'immonde de la mondialisation⁵⁹, quatre mille ans de culture chinoise vont-ils s'effacer dans l'implosion de la Chine et la ruine des valeurs de sa civilisation, corrodées par la marchandisation et le hooliganisme ? L'avenir le dira. Mais porte à l'optimisme le sentiment que, pour résister aux antivaleurs qui tendent à déculturer le monde contemporain, on peut faire plus confiance à l'homme chinois de la *régulation à usage ordinaire*⁶⁰ qu'à l'homme prométhéen occidental.

58. *Le Monde*, 23 octobre 2001.

59. Jean-Luc NANCY, *La Création du monde ou la mondialisation*, Galilée, Paris, 2002, p. 52.

60. Traduction française par François Jullien de Zhongyong, l'un des quatre textes canoniques les plus importants du confucianisme (Imprimerie nationale, Paris, 1993).